

Oui à une future Zone Faibles Emissions-mobilité environnementale et socialement respectable.

Non à une « ZFE-m » toulousaine liberticide, inégalitaire et discriminante.

Nous demandons au préfet, à Monsieur Moudenc, président de Toulouse-métropole, et aux maires concernés de **surseoir à l'instauration d'une « ZFE-m » sur le territoire des communes de Toulouse, Colomiers et Tournefeuille**, tant que l'ensemble de la population ne bénéficiera pas de mesures satisfaisantes pour cette transition (aide financière à la hauteur des frais engagés pour changer de véhicule, offre de transport public efficace sur tout le territoire et au-delà, travaux pour protéger la santé des plus exposés à la pollution de l'air).

D'autre part, nous devons évaluer ensemble la pertinence de la « ZFE-m » actuelle en fonction de **critères environnementaux élargis** tenant compte, entre autres, des effets du réchauffement climatique ; **mais aussi de critères sociaux et économiques que doivent mettre en œuvre l'Etat et les collectivités afin de maintenir la cohésion sociale et aider les individus les plus fragiles à conserver leur autonomie et leur santé à Toulouse et au-delà.**

Point 1- Pourquoi voulons-nous « Un recensement 2023 des véhicules Crit'Air 5-4-3 pour la métropole de Toulouse et de sa périphérie » ?

La ZFE a été imposé unilatéralement sans tenir compte de l'impact social qu'allait représenter cette mesure pour des milliers de propriétaires de ces véhicules. Beaucoup ne savent pas encore ce que cela va signifier pour eux. Aussi ce recensement doit permettre de mettre en place une réelle procédure d'information.

Point 2- Pourquoi voulons-nous « l'envoi d'une lettre d'information à tous les propriétaires concernés par ce recensement, sur la nécessité de les consulter, réellement, afin de décider ensemble ce que doit être une « ZFE-m », environnementale et socialement respectable, et non exclusive » ?

Toulouse métropole et toutes les mairies périphériques doivent diffuser une lettre d'information et un questionnaire adapté afin de consulter tous les propriétaires des véhicules concernés sur l'impact social et économique que représente pour eux cette ZFE.

Point 3- Pourquoi voulons-nous « l'ouverture d'un guichet unique « ZFE-m » regroupant toutes les aides (Etat, Métropole, Région, CD31, autres) pour un dépôt de dossier d'indemnisation du véhicule perdu » ?

Alors que ce guichet unique est préconisé par l'Etat et que monsieur Moudenc en parle, nous sommes convaincus que celui-ci n'est en fait qu'un effet d'annonce. Jamais ce guichet ne permettra de traiter les milliers de demandes potentielles et ne permettra de cumuler les aides proposées. Le reste à charge pour changer de voiture restant bien trop important pour les gens à faible revenu.

Point 4- Pourquoi voulons nous « l'interdiction de toute verbalisation des propriétaires de véhicules dont les caractéristiques ne permettent pas un remplacement par un véhicule équivalent respectant les restrictions Crit'Air, et des propriétaires qui n'ont pas obtenu une indemnisation couvrant la totalité de l'achat d'un véhicule de conversion » ?

Il est inconcevable que du jour au lendemain on pénalise tous ceux qui ne peuvent pas changer de véhicule. La quasi-totalité des propriétaires concernés ont besoin d'un véhicule adapté à leurs besoins pour circuler sans être verbalisés. Et aujourd'hui c'est en gardant le leur...

Point 5- Pourquoi refusons-nous « que l'instauration d'une « ZFE-m » entraîne une forme d'obsolescence programmée, qui va à l'encontre du principe de sobriété dans la consommation, en détruisant des véhicules en parfait état de fonctionnement » ?

Pourquoi faudrait-il fabriquer une nouvelle voiture pour remplacer une voiture existante qui respecte les contrôles techniques et qu'il faudrait détruire pour toucher une aide aléatoire ? Nous sommes tous engagés dans un avenir où la sobriété doit l'emporter sur le gaspillage. Aussi pensons-nous que les voitures en parfait état de rouler doivent avoir un cycle de vie le plus long possible.

Point 6- Pourquoi souhaitons-nous « une réflexion partagée sur une urbanisation cohérente de la métropole et de sa banlieue afin de limiter le « Tout voiture » et rendre accessibles les lieux les plus reculés de la métropole par des transports adaptés pour tous » ?

Parce qu'il aurait fallu commencer par cela depuis déjà longtemps ! Or la ZFE ne prône pas de limiter le « Tout voiture » ; mais de changer rapidement le parc automobile et de garder le même trafic avec ceux qui auront pu s'acheter des voitures de plus en plus chères. Avant de confisquer les voitures il faut repenser les transports et, s'il y a des axes routiers nocifs pour la santé, commençons par envisager une urbanisation saine et accessible pour les gens vivant dans les zones polluées. Aujourd'hui la mairie détruit des barres d'immeubles dans des zones peu polluées et rénove des barres ou des tours de logements situés à quelques mètres du périphérique. Où est la protection de la santé ?

Scannez-moi !



Pour remettre une pétition papier
contactez le collectif :

collectif31suspensionzfe@gmail.com

tél : 06 25 05 25 10

<https://collectif31suspensionzfe.com/>

Partagez et retrouvez cette pétition à signer en ligne :

<https://www.change.org/SuspensionZFEtoulousaine>